







NOTE D'ORIENTATION



Éducation gratuite pour tous : Évaluer l'avenir de la Gratuité dans le système éducatif de la RDC

Le contexte

La gratuité de l'enseignement primaire a été mise en place par le MEPST à la rentrée 2019. Le Gouvernement réfléchit à étendre à l'avenir l'éducation gratuite à l'enseignement préprimaire et à toute l'éducation de base. La Gratuité signifie que le coût du système éducatif est pris en charge par l'État et non par les ménages individuels, supprimant les frais scolaires et créant un accès équitable à l'éducation.

Cependant, compte tenu de l'ambition de l'éducation gratuite pour tous, la politique a soulevé une série de questions concernant le financement du système éducatif. Dans un contexte de ressources rares et d'un budget de l'éducation limité, il est essentiel de comprendre les implications plus larges de la politique afin que la budgétisation et la planification soient efficaces et réalistes.

Cette note d'information présente un aperçu des défis prévus auxquels sera confronté la Gratuité de l'enseignement de base, y compris les implications financières. Elle fournit des projections des ressources logistiques et financières nécessaires d'ici 2025, 2030 et 2040. L'analyse réfléchit également sur ce qui doit être fait pour assurer le succès de la politique et s'il est possible d'étendre l'éducation gratuite à d'autres niveaux du système éducatif en République démocratique du Congo (RDC), comme prévu.

Quels sont les defis de la gratuite?

La planification de la mise en œuvre réussie de la Gratuité en RDC nécessite une évaluation des défis basée sur l'analyse des données, y compris les projections de la population, les revenus et les coûts. Il est également essentiel d'anticiper les questions qui peuvent contredire les prévisions, telles que les incertitudes économiques, sociales et politiques nationales et internationales. Ces considérations sont particulièrement importantes dans le cas d'un État fragile.

Planification de la gratuité

1. Budgétisation pour remplacer les frais scolaires

Une grande partie du financement du secteur provient encore des frais scolaires payés par les parents, surtout au niveau secondaire. Ces frais scolaires complètent les salaires des enseignants et les indemnités mensuelles des écoles, contribuant ainsi à leur fonctionnement. Pour mettre en œuvre la gratuité, les écoles exigent une augmentation des salaires et des allocations de l'État.

2. Faire face à l'augmentation de la taille des classes

La Gratuité a provoqué un afflux d'inscriptions d'enfants auparavant dans le secteur privé ou d'enfants qui n'étaient pas scolarisés. Le ratio élèvesenseignant est passé de 31 à 41 entre 2017 et 2019, créant de grandes classes qui ont un impact sur la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage. Cette augmentation pourrait également être due à la perte d'enseignants non mécanisés, qui ont dû chercher une autre profession en raison du manque de rémunération. 1

3. Accueillir une population croissante en âge scolaire

La population de la RDC est majoritairement jeune et connaît une forte croissance démographique. Alors que l'accès à l'éducation se démocratise, la population en âge scolaire continuera de croître rapidement.

4. Fournir plus d'écoles et d'enseignants

Le besoin d'écoles, de salles de classe et d'enseignants supplémentaires augmente à mesure que de plus en plus d'élèves rejoignent la population scolaire. Des enseignants devront être recrutés, formés et payés, des écoles et des salles de classes construites.

5. Planification par région

Il existe de grandes disparités régionales dans le ratio élèves-enseignant, avec de nombreuses écoles urbaines avec des classes de plus de 100 élèves. Cette différence régionale est susceptible de se poursuivre, de sorte que la planification en termes d'écoles, de salles de classe et d'enseignants supplémentaires doit être effectuée par région pour refléter cela.

6. Anticiper la croissance au-delà du niveau primaire

Free education at primary level will create more potential pupils to be educated at secondary level and beyond. Planning needs to extend beyond primary level to ensure there are opportunities for children to continue education and become productive citizens.

Projections et stratégies pour la Gratuité

Accelere!2 a calculé des projections spécifiques pour relever ces défis, sur la base de données et de tendances connues. Ce faisant, il est possible d'identifier de manière réaliste l'étendue des défis futurs, les risques associés et les coûts. Cela permet aux acteurs de planifier de manière proactive pour relever les défis au fur et à mesure qu'ils surviennent et limite les approches de gestion de crise.

Les analyses ici sont basées sur des projections démographiques pour comprendre l'augmentation probable du nombre d'enfants bénéficiant d'une éducation gratuite à moyen et long terme. A partir de ces prévisions, il est possible d'anticiper le nombre d'enseignants et d'écoles nécessaires d'ici 2025, 2030 et 2040 et le budget associé nécessaire.

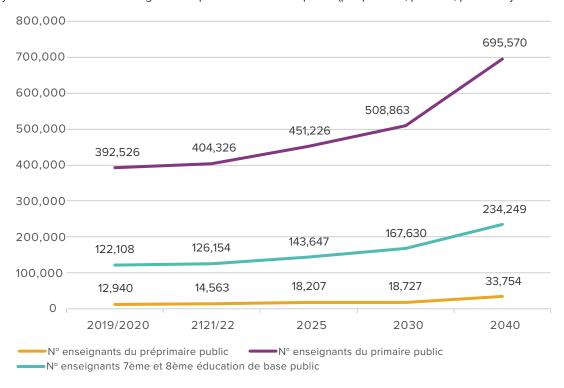


Plus de 300 000 enseignants supplémentaires seront nécessaires d'ici 2040

La croissance démographique suggère qu'un nombre croissant d'enfants entreront aux niveaux préprimaire, primaire et terminal de l'éducation de base dans le secteur public. Il est également important de noter que l'analyse démographique de la main-d'œuvre enseignante actuelle montre une population vieillissante créant un double impact sur la taille des classes. À mesure que de plus en plus d'enfants entrent dans le système éducatif, de plus en plus d'enseignants quittent le marché du travail.

Pour combler cette lacune, il faudra recruter, former et budgétiser un nombre encore plus important de nouveaux enseignants. Ce besoin augmentera fortement à partir de 2025 et il est urgent d'agir pour relever ce défi.

Figure 1: Projections du nombre d'enseignants requis dans le secteur public (pré-primaire, primaire, premier cycle du secondaire).

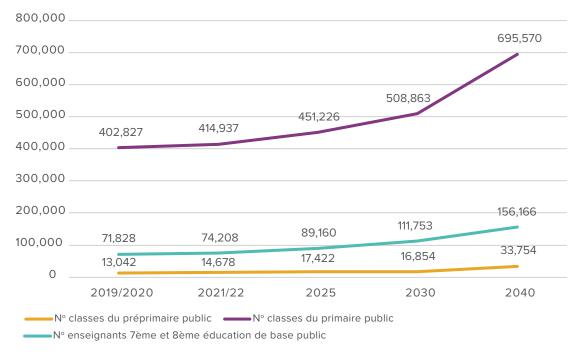


Source : Modèle de simulation AFD / Chiffres INS / Ministère de la Santé

Le nombre de classes des écoles publiques doit être doublé d'ici 2040

Compte tenu de l'augmentation de la population d'enfants en âge scolaire et de l'ambition de limiter le nombre d'enfants à 55 par salle de classe, près de 400 000 classes publiques supplémentaires devront être fournies d'ici 2040. Cela représente presque le double du nombre qui existe en 2019/2020.

Figure 2 : Projections du nombre de classes publiques nécessaires pour 2025, 2030 et 2040 en fonction de l'augmentation de la population scolarisable (préprimaire, primaire, premier cycle du secondaire)

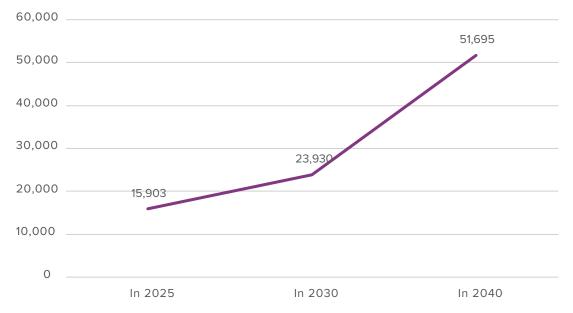


Source : Modèle de simulation AFD / Chiffres INS / Ministère de la Santé

Plus de 50 000 nouvelles écoles publiques sont nécessaires d'ici 2040

Pour fournir des installations suffisantes pour l'augmentation de la population d'âge scolaire et la croissance des classes requises, un nombre important d'écoles publiques supplémentaires devront être construites d'ici 2025, 2030 et 2040. L'emplacement de ces écoles dépendra des données régionales. Les besoins seront plus importants dans les zones urbaines où il y aura un plus grand nombre d'enfants à scolariser.

Figure 3 : Combien d'écoles construire ?



Source : Modèle de simulation AFD / Chiffres INS / Ministère de la Santé

\$3.2 billion additional budget needed by 2040

To cover the growth in teacher, class and school numbers, annual budgets will need to increase for pre-primary, primary and secondary schools. Based on forecasts of staff salaries and monthly school allowances, it is anticipated that the costs for free education will be more than \$3.2 billion by 2040.

Tableau 1: Estimation du budget nécessaire par an par rubrique (salaires, allocations scolaires) en 2025, 2020 et 2040

Thèmes à financer	Budget nécessaire/ an en 2025 (USD)	Budget nécessaire/ an en 2030 (USD)	Budget nécessaire/ an en 2040 (USD)
Coûts récurrents			
Salaires des enseignants de l'enseignement préprimaire	\$54,621,000	\$56,181,000	\$101,262,000
Salaires des enseignants du primaire	\$1,353,678,000	\$1,526,589,000	\$2,086,710,000
Salaires des enseignants du premier cycle du secondaire	\$484,260,000	\$646,575,000	\$903,534,000
Allocations mensuelles pour les écoles maternelles	\$10,307,154	\$10,246,161	\$20,520,020
Allocations mensuelles pour les écoles primaires	\$106,853,708	\$123,071,315	\$168,227,185
Allocations mensuelles pour les écoles secondaires inférieures	\$67,746,308	\$94,663,820	\$132,285,088
Budget total/an	\$2,024,147,171	\$2,313,641,296	\$3,211,751,292

Sources: Modèle de simulation AFD et Etude sur le coût du système éducatif (A!2 / Johan Verhaghe)

Recommandations : prendre en charge les coûts de la gratuité de l'enseignement

1. Efficacité accrue dans l'utilisation du budget existant

Dépenser entièrement le budget du MEPST chaque année. Si l'on considère uniquement les coûts non salariaux, seuls 47 % du budget du MEPST sont actuellement dépensés sur une année donnée (Ministère des Finances, 2020).

Coordonner clairement les différents niveaux du MEPST sous l'autorité du Secrétaire général en mettant l'accent sur l'efficacité (par exemple, limiter les déplacements dans les provinces, réduire les ateliers coûteux, etc.).

Assurer une préparation et une mise en œuvre transparentes du budget impliquant la société civile et le contrôle parlementaire.

Continuer à lutter contre la corruption pour s'assurer que le budget maximal est conservé dans le système.

Développer une carte scolaire et définir les besoins des subdivisions par le biais de la Revue Annuelle des Performances pour déterminer où de nouvelles infrastructures sont nécessaires.

Continuer à mettre en œuvre la gratuité étape par étape, en ajoutant d'autres niveaux du système éducatif uniquement lorsque l'enseignement primaire sera pleinement opérationnel et gratuit.

2. Faire des économies pour augmenter le budget disponible

Rationaliser le nombre de bureaux administratifs et de fonctionnaires administratifs pour créer des économies sur les salaires.

Réformer le SECOPE pour la transparence de l'utilisation du budget, une délimitation plus claire des rôles et des responsabilités, l'élimination des enseignants en double dans le système.

Revoir le processus de création d'écoles pour s'assurer que les dépenses ne sont effectuées que là où elles sont le plus nécessaires.

Et après? Construire des prédictions dans la stratégie

Une fois que les défis projetés, leurs échéanciers et leurs budgets sont compris, ils doivent être reflétés dans la vision stratégique, l'approche de mise en œuvre et les objectifs de la politique.

Cela nécessite une réflexion sur les objectifs stratégiques du secteur. Les questions incluent:

Que se passera-t-il après l'introduction de l'éducation de base gratuite (en 2025, 2030 et 2040) ? Quelle sera la situation à ces moments-là si les prévisions se réalisent ?

Cela permet-il d'atteindre les objectifs du secteur de l'éducation en termes d'accès et de qualité ?

Si non, que faut-il faire pour changer la situation ? Qu'est-ce qui ne peut pas être changé (par exemple, la croissance démographique) ?

Qu'est-ce qui doit être reflété dans la planification?

Des ressources et des budgets limités limiteront les options possibles quant à la façon dont les défis prévus peuvent être traités et doivent donc éclairer les choix. Il est essentiel que ceux-ci soient compris et que des actions soient mises en œuvre avant d'étendre la politique à d'autres niveaux d'enseignement.

Notre méthodologie

Les projections démographiques utilisées sont celles du modèle de simulation réalisé par l'Agence Française de Développement (AFD) pour la mise en place des Instituts de Formation à la Profession Enseignante (IFME), rédigé par Serge Peano.

- Le modèle utilise les estimations de l'Institut national de la statistique pour 2019 et étend les projections jusqu'en 2040 pour les effectifs de la population d'âge scolaire.
- Les projections de scolarisation utilisent les objectifs de la stratégie nationale du secteur de l'éducation, en supposant qu'il n'y a pas de changement dans les conditions scolaires ou les ratios élèves/enseignant.
- Les estimations sont basées sur des coûts unitaires définis comme adéquats dans l'étude ACCELERE!2 sur le coût de l'éducation, réalisée en 2019.

Calcul des allocations appropriées pour les écoles

Le coût unitaire moyen de fonctionnement d'une école primaire de 8 classes est estimé à 1 600 USD en zone urbaine et à 2 000 USD en zone rurale, par an.

Pour cette simulation, le montant de 1800 USD/an est utilisé comme moyenne.

Nous avons considéré les écoles de 6 à 11 classes pour nos calculs, car elles sont les plus répandues dans le pays et couvrent donc la plupart des cas.

Calcul des salaires appropriés

Les coûts sont basés sur un salaire anticipé de 250 USD/mois pour les enseignants, ce qui dépasserait le montant actuellement perçu par la plupart des enseignants². L'augmentation des salaires se justifie par le fait que les salaires actuels ne satisfont pas la plupart des enseignants, entraînant de multiples grèves et une augmentation des départs de la profession.

Ce document a été produit dans le cadre de la mise en oeuvre de l'activité 2 du Programme ACCELERE!. ACCELERE!2, mis en œuvre par Cambridge Education, vient en appui à la réforme du système éducatif congolais avec le soutien financier de la Coopération britannique (UKAID) et de l'Agence américaine pour le développement international USAID).

Pour plus d'information: Virginie.briand@mottmac.com; mathilde.nicolai@camb-ed.com.

² En 2021, les enseignants ruraux ont reçu 90 USD/mois et les enseignants urbains ont reçu 140 USD/mois. Certains ont reçu une prime de transport et de logement.